

Entretien avec Aminata Dramane Traoré

Cette entretien a été réalisé le 21 mai 2008 à Bamako, dans le hall de l'hôtel Djenné. Il a été mené par Sadou Yattara et Anne Perrin

Avant d'être la militante altermondialiste et l'auteure de romans et essais mondialement connue, la Malienne Aminata Dramane Traoré a eu un parcours riche et varié. Chercheuse à l'Université d'Abidjan de 1975 à 1988, détachée auprès du ministre de la Condition féminine de Côte d'Ivoire, elle a ensuite oeuvré pour la promotion du rôle des femmes et des communautés défavorisées dans la gestion de l'eau et l'assainissement. C'est comme ministre de la Culture et du Tourisme du Mali, poste qu'elle occupa de 1997 à 2000 qu'elle s'est forgé une réputation internationale. Présente dans tous les forums sociaux mondiaux, Aminata Traoré ne s'en est pas moins impliquée dans le développement de son quartier de Missira à Bamako (où elle a ouvert un hôtel (le Djenné), un restaurant et une salle d'exposition (le Santoro) et un centre culturel (le centre culturel Amadou Hampâté Bâ). Au cœur de son action et de sa philosophie, le soutien aux femmes - piliers du développement en Afrique - et la foi dans les populations locales. En atteste le nouveau chantier auquel elle s'attelle : la construction, toujours dans son quartier, d'un marché « naturel » où les produits et l'artisanat maliens seront valorisés.

Remarque liminaire

Si ma voix doit compter, je voudrais que l'on pose la question de savoir ce que je pense d'un tel processus. En son temps le Club du Sahel avait réussi à nous mobiliser tous dans une démarche prospective, l'étude sur les perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest (WALTPS), qui se proposait de dessiner une image régionale à l'horizon 2020. Cette démarche a coûté excessivement cher, mais nous n'avons pas eu d'écho. Si l'OCDE revient à la charge aujourd'hui, notre devoir à tous, c'est d'aller au fond des choses, de situer l'ensemble des responsabilités. Pouvons-nous, dans ce type d'exercice, nous donner les moyens et la latitude de nommer les choses telles qu'elles sont ? Je pense que l'on fera un excellent usage de ce type de bilan. Mais il est indispensable, au préalable, de sortir de ce préjugé favorable qui consiste à poser la mondialisation comme « la » donne incontournable alors qu'elle est destructrice surtout sous nos cieux. Je crois que tout ce qui nous arrive aujourd'hui n'est intelligible qu'à la lumière des changements macroéconomiques qui engagent nos destins d'Africains sans que jamais, à la base, nous ayons les moyens et la latitude de comprendre où va le monde, qui décide et qui tire les marrons du feu. C'est là où le bât blesse aujourd'hui.

Quand je lis la synthèse du rapport, que vous m'avez envoyée, ces données me semblent tout à fait pertinentes et utiles. Elles sont d'actualité : on y parle d'inflation, de la crise alimentaire, des conflits. Mais le problème fondamental c'est que l'asymétrie des rapports de force n'apparaît nulle part. On a l'impression que tout se passe entre l'Afrique et l'Afrique. Alors que l'on sait pertinemment qu'il n'y a pas d'autonomie de pensée, de choix, ni de décision.

Ça me donne l'impression qu'au bout d'un travail colossal de collecte de données, les moyens de les interpréter n'existent pas. Aucun rapport de ce type ne sortirait en Europe sans un minimum de débat.

Ne pensez-vous pas que les choses bougent ? N'y a-t-il donc pas d'évolution au niveau mondial ? Le dernier rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale par exemple ne vous semble pas signe de changement ?

C'est vrai, les choses ne sont plus comme elles étaient il y a trente ans. Mais elles n'ont pas changé dans un sens qui bénéficie aux plus pauvres. Au contraire, les forces du marché sont beaucoup plus déterminantes que les résultats de nos votes. Donc l'illusion que des transitions démocratiques s'opèrent nous trompe, nous et nos partenaires. Je crois qu'il est essentiel, en ce moment, de faire un bilan honnête de ce qu'on a appelé les transitions démocratiques.

Pour ce qui concerne le *mea culpa* de la Banque mondiale, j'enrage quand je pense qu'ici, il y a dix ans, modestement, nous étions un certain nombre à dire ce que reconnaît la Banque aujourd'hui. Que de temps perdu, que de vies brisées, tous ces gosses obligés de fuir ce pays qui se noient par milliers. Je pose la question :

qui paie ? Qui assume la responsabilité des conseils qui ont été donnés, imposés, suivis ou pas, et qui ont mené à la situation actuelle ?

Tant que nous ne prendrons pas le temps de diagnostiquer le paradigme du marché (quel marché ? comment fonctionne-t-il ? au profit de qui ? où sont les acteurs ?), nous n'avancerons pas. Par ailleurs, je n'en peux plus d'entendre parler des dirigeants et rien que des dirigeants. Même quand vous changez de dirigeants, on continue à vous parler de « vos dirigeants ». Mille cinq cents personnes ont été sacrifiées au Kenya au nom de la démocratie, un scrutin dont l'issue n'a été que le partage du pouvoir. Et rien ne nous dit qu'aujourd'hui les tenants du pouvoir ont une solution pour le pays. Rien ne nous dit qu'au Zimbabwe, si l'opposant à Mugabe arrive au pouvoir, il fera mieux. D'ailleurs, qui est cet homme ? Personne ne sait d'où il sort, personne ne sait quelle est sa vision. On ne veut pas de Mugabe alors ce gars devient un ange. Pendant combien de temps va-t-on nous jouer ce tour là ?

Dans ces conditions, pensez-vous que la société civile a un rôle à jouer ? Quelles sont ses marges de manœuvre au niveau régional ?

Il y a peu de temps j'ai posé la question à quelqu'un de très haut niveau lui demandant ce que valent nos voix de citoyens. Sa réponse a été édifiante : « *Pratiquement rien à côté des partis* ». Il y a quelque 114 partis politiques aujourd'hui au Mali. N'importe quel parti qui monte au créneau réussira mieux à se faire entendre que toute la société civile réunie.

Quand vous êtes dans un parti, vous êtes dans la logique de la course au pouvoir. Mais quand vous vous inscrivez dans le registre de l'opinion, en espérant que vous pouvez influencer les dirigeants, vous perdez votre temps. C'est pour cela que nous-mêmes, membres de la société civile, il va falloir que l'on fasse le point. Lorsque, face à 114 partis, vous avez 3000 associations (3000 « détenteurs de récépissés » comme c'est le cas au Mali), comment cela se passe-t-il ? Vous avez les imams, les chefs de village, les hommes d'affaires : la « société civile » est un véritable fourre-tout. Tout cela est construit, et je sais que cela arrange la Commission européenne d'avoir les dirigeants et les bailleurs de fonds d'un côté et tout le reste de l'autre.

Avant de parler du niveau régional, j'aimerais vous raconter une histoire qui s'est passée au niveau local : je peux vous parler d'une initiative que nous avons menée dans mon quartier (le quartier Missira) à Bamako. Nous avons entrepris de paver les rues afin d'assainir le quartier. On a commencé par paver une rue, puis, étant donné le succès de l'opération, on a continué, avec un financement de la Coopération luxembourgeoise. Aujourd'hui la superficie pavée a triplé. Nous avons ensuite planté des centaines d'arbres et mis en place des petites infrastructures pour les femmes et les enfants. Dans ce projet, la population du quartier a joué un rôle central. Tout le monde a travaillé : les garçons posaient les pavés, les filles mettaient les joints, les familles arrosaient. Nous avions un objectif, qui s'est réalisé : la transformation de notre cadre de vie. Selon moi, l'énorme difficulté des populations en Afrique aujourd'hui tient dans le fait qu'elles ont été exclues du politique, les gens ne sont plus les acteurs de leur quotidien. La meilleure preuve de cela, c'est que tout se passe en français, une langue que nombre d'Africains ne parlent ni ne comprennent. Selon moi, la priorité c'est la reconstruction de la personne humaine. Le projet s'appelait « *Le soi, les voisins, le quartier* », parce qu'il est nécessaire de reconstruire le lien social dans nos pays.

Pourtant l'Afrique a une identité culturelle qui lui est propre. En quoi la culture peut-elle représenter une force pour l'Afrique de l'Ouest ?

La culture va au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. C'est une force à travers les langues et les valeurs qui nous sont familières. C'est cette possibilité d'appréhender, de sentir ce qui est bien pour nous, ce que nous concevons comme normal ou pas, ce que nous acceptons ou pas. Dans un quartier comme celui-ci, dans un village, quand nous nous connaissons tous, rares sont ceux qui pourraient commettre des actes condamnables. Chacun sait que l'autre le juge, personne n'oserait. Mais une fois porté au pouvoir, le dirigeant qui sait que sa survie politique dépend de quelqu'un d'autre n'est pas redevable envers ses électeurs. Dès lors nous, société civiles, nous disons que dans la balance entre nous et nos dirigeants il y a le doigt de ceux qui financent. Le

pouvoir de l'argent leur permet, aujourd'hui, de détourner nos démocraties des fonctions que nous leur assignons. Ce déphasage a des répercussions sur tout le reste. Nous sommes dans une économie dont nous ne connaissons ni les contours ni les enjeux.

Dans ce contexte, le rôle des médias est crucial pour informer les populations. Pensez-vous qu'ils jouent ce rôle de façon appropriée ?

Le paysage politique n'a pas 20 ans d'âge. Il existe une kyrielle d'organes de presse, sensés participer à la construction de l'opinion. Mais cette presse est elle-même victime du financement. On trouve de tout dans les médias : des jeunes diplômés qui ouvrent leur journal, des gens rodés, des universitaires. C'est comme si tout le monde était éduqué de telle sorte qu'on pose sur nos économies un regard formaté selon lequel la libéralisation et les privatisations sont incontournables. Dans ces conditions, il n'est même pas nécessaire d'articuler le débat démocratique autour de ces questions essentielles comme c'est le cas dans les pays riches.

Je ne cesse de dire aux dirigeants africains : « Vous nous mentez et on vous ment. Aussi longtemps que vous refuserez de reconnaître devant vos peuples qu'il y a des contraintes, et que face à ces contraintes vous n'avez d'autre choix que de vous soumettre ou vous démettre. Aussi longtemps que vous encouragerez des télévisions nationales qui chantent vos louanges et qui excluent le débat de fond. Aussi longtemps que nos enfants se noient, parce qu'ils ne savent pas que l'Occident, ce n'est pas l'eldorado. »

Certes avec les progrès techniques, en matière d'audiovisuel notamment, il existe un pluralisme de l'information. La chaîne de TV Africable permet de suivre les journaux parlés de tous les pays. Mais cela n'a pas permis d'assainir la situation, bien au contraire. Le téléspectateur africain est entre deux mondes. D'un côté, la télévision du bonheur : tout va bien, on inaugure, on se salue etc. De l'autre, la télévision des catastrophes, on vous montre une Afrique qui se tue et que l'on aide en vain. Je n'accable personne, mais je veux qu'il n'y ait pas d'apitoiement, que l'on sorte de ce paternalisme qui consiste à croire que l'Afrique est dans un bocal, isolée du reste du monde.

Pourtant l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui, plus que jamais, est reliée au reste du monde. En attestent les nombreux mouvements migratoires. Pensez-vous que les migrations peuvent être source de richesse pour les pays de la sous-région ?

D'une manière générale je pense que partir ne devrait jamais être une contrainte, que l'on parte vers d'autres pays africains ou vers l'Europe. Lorsque l'on demande à ceux qui sont revenus de Ceuta et Melilla, pourquoi ils sont partis, leurs réponses en disent long sur l'état réel du pays. Imaginez dans ce pays, qu'après la chute de Moussa Traoré et la transition démocratique, on ait eu un vrai débat démocratique, qu'on ait eu de vrais partis politiques, que l'on ait pris le temps d'expliquer au peuple malien pourquoi le chômage, pourquoi l'ajustement structurel, où va l'agriculture, faut-il continuer avec le coton, que pouvons-nous nous-mêmes pour nous-mêmes, etc. ? Je vous assure que si l'on avait donné cette possibilité aux gens, on aurait eu une opinion suffisamment avertie.

Mais quand vous donnez la possibilité à votre peuple de comprendre ce qu'est l'économie de marché, vous devez leur reconnaître le droit de poser les bonnes questions et ce risque là les politiques n'ont pas voulu le prendre. Que recevons-nous aujourd'hui en provenance de l'étranger ? Des images, des biens périmés, des produits subventionnés. Notre univers matériel et non matériel est totalement envahi d'idées, de biens qui posent problème. Pourquoi le dominant s'octroie-t-il le droit d'imposer l'ouverture aux autres tandis qu'il se barricade ? C'est ça la question.

Le tourisme se développe. On voit notamment de plus en plus de « tourisme équitable ». Considérez-vous ce phénomène comme une opportunité pour la région ?

Le tourisme aurait pu se développer autrement. Mais tant qu'on ne sortira pas du marché et que n'importe quel investisseur pourra s'installer avec des facilités déconcertantes, on ne verra pas le bout du tunnel. Ce sera

toujours la part belle pour les grands établissements alors que les petits pataugent. Aujourd'hui, on multiplie les clins d'œil à l'investisseur étranger, au lieu d'aider les Maliens de l'extérieur qui ont de l'argent à investir dans le tourisme. Voyez-vous, on est dans la rhétorique néolibérale dans tous les domaines.

Le Mali dispose de richesses minières considérables. La gestion de ces ressources est parfois controversée. Des mesures peuvent-elles être prises au niveau régional afin d'améliorer le partage des ressources ?

Ce dont je souffre aujourd'hui c'est de constater dans quelle ignorance – plus grave que la pauvreté – on maintient l'immense majorité des Africains quant à la marche du monde. Tous ceux qui versent des larmes de crocodile sur les pauvres en Afrique devraient leur permettre de comprendre comment les immenses ressources naturelles du continent vont contribuer à la prospérité des riches. Cela dure depuis la période coloniale. On est passé par le coton, l'arachide, le café. Sans résultat. À la limite, l'État et les bureaucrates en ont profité davantage que les paysans. Je vous parle d'une époque « favorable » : le climat était plus propice, les matières premières étaient relativement bien payées. Or quels ont été les bénéfices pour les populations ? Très peu de choses. Les infrastructures ? Quand vous entrez dans les mécanismes de financement des infrastructures, de passation des marchés, de tout ce qu'on brandit aujourd'hui comme développement, on se rend compte que les pauvres sont dans leurs taudis sans électricité tandis que des lignes à haute tension passent sur leurs têtes pour aller éclairer des chantiers...

La question première est celle du choix et de la transparence. Le commun des mortels ne sait pas qu'on a signé un contrat ni quels sont les termes de ce contrat. Or tous les pays ont envie de se surpasser dans les facilités faites aux autres, leur objectif c'est d'avoir le code minier le plus attractif. Ils ne cherchent même pas à savoir ce qu'ils vont y gagner... Les Maliens qui, dans le circuit, s'indignent et se révoltent, perdent leurs postes. Toutes ces questions ont été mises sur la table à la faveur du forum polycentrique tenu à Bamako, Caracas (Venezuela) et Karachi (Pakistan) en 2006. Des ONG se sont élevées contre les dégâts environnementaux provoqués par l'exploitation des ressources minières et contre les conditions de travail des Maliens dans ces mines. Au bout de 10-15 ans d'exploitation, les mines, épuisées, laissent la place à des paysages lunaires parsemés de tas de cyanure. Ce que l'État gagne en ouvrant ces mines, ne le perd-il pas sur les plans social et environnemental ?

Quelle peut être l'action de l'aide extérieure ? Quelles solutions prônez-vous pour renverser la donne ?

Nous voulons que le contribuable du Nord sache qu'une infime partie de cet argent arrive aux populations qui en ont besoin, du fait d'une « politisation à mort » de cet argent. Quand cet argent arrive dans les mains de Louis Michel (*commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire*) il l'agite sous le nez de n'importe quel dirigeant africain. C'est à prendre ou à laisser. Il y a ce que nous voyons et il y a ce que nous soupçonnons... Donc la croissance je veux bien y croire, mais à qui profite-t-elle ? Qu'il s'agisse de diamant, de pétrole, d'or, de coton, l'essentiel reste au Nord. Pour le reste, certains ici - ceux qui acceptent toutes sortes de réformes pour attraper quelques sous - les intermédiaires, toute une clientèle politique, des technocrates, des élites commerciales, seule cette minorité bénéficie de l'aide.

Les seuls flux financiers aujourd'hui en faveur du continent viennent des migrants, de la diaspora. Chacun prend en charge sa famille, c'est le sauve-qui-peut. L'argent qui vient par la voix officielle c'est l'argent du chantage.